

**Point de presse du sous-directeur de
la presse - Disparition de Simone
Veil - Syrie/Rapport de la mission
d'établissement des faits de l'OIAC
sur l'attaque de Khan Cheikhoun -
Mali/Adoption de la résolution 2364
du conseil de sécurité des Nations
unies renouvelant le mandat de la
MINUSMA - Liban/Attaques dans
des camps de réfugiés -
Vietnam/Liberté d'expression -
UNESCO/Réélection de la France
au conseil exécutif de la commission
océanographique
intergouvernementale - Syrie -
Libye - Égypte - Qatar - Maroc -
Rwanda - Tchad - Immigration
(Paris, 30 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le sous-directeur de la presse a rappelé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Disparition de Simone Veil - Rappel de la déclaration du ministre (30 juin 2017)

C'est avec une très grande tristesse et une profonde émotion que j'ai appris ce jour la disparition de Simone Veil.

Son parcours, marqué par la tragédie de la Shoah, par son engagement inlassable et pionnier en faveur des droits des femmes et par son sens aigu du service de l'État, qu'elle a servi comme magistrate, comme ministre, comme membre du conseil constitutionnel, en fait un personnage exceptionnel de l'Histoire française.

Personnalité parmi les plus populaires auprès des Français, elle a mis ses forces et sa notoriété au service de l'Europe, en devenant la première présidente française du parlement européen.

Elle restera pour tous une figure de référence, par sa force morale, les valeurs et les convictions républicaines qu'elle a portées sans relâche, contre toutes les adversités.

J'adresse à sa famille et ses proches mes plus sincères condoléances. La France est en deuil

avec eux.

2 - Syrie - Armes chimiques - Rapport de la mission d'établissement des faits de l'OIAC sur l'attaque de Khan Cheikhoun

Nous saluons le rapport de la mission d'établissement des faits de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), paru hier.

Ce rapport conclut sans équivoque que du sarin, un neurotoxique de guerre, a été utilisé lors de l'attaque de Khan Cheikhoun le 4 avril, qui a fait plus de 80 morts et a blessé plus de 500 personnes.

Les conclusions du rapport sont incontestables, comme la rigueur des méthodes, l'indépendance de l'analyse et l'impartialité des membres de la mission d'établissement des faits. Elles sont fondées sur de nombreux échantillons biologiques et environnementaux, analysés par des laboratoires certifiés par l'OIAC.

La France avait elle-même présenté une évaluation nationale le 26 avril, dans laquelle nous avons conclu sans aucun doute possible, d'une part, à l'utilisation du sarin, qui vient d'être confirmé par la mission d'établissement des faits, et, d'autre part, à la responsabilité du régime. Ce dernier point relève désormais du travail du mécanisme d'enquête conjoint (JIM), dont nous nous félicitons qu'il ait activement repris ses travaux. Nous sommes confiants dans sa capacité à établir les responsabilités. Les auteurs des atrocités de Khan Cheikhoun et des autres attaques chimiques devront répondre de leurs actes criminels devant la justice.

Le rapport de la mission d'établissement des faits confirme l'inquiétante banalisation d'emploi d'armes chimiques en Syrie, qui constitue un défi sans précédent au régime de non-prolifération. L'OIAC et ses membres doivent prendre leurs responsabilités et condamner, de la manière la plus ferme, cette violation intolérable du régime de non-prolifération.

La position du président de la République en cas d'utilisation documentée d'armes chimiques a été extrêmement claire.

Q - Le ministre a indiqué hier dans son interview au journal Le Monde que la France devait travailler avec la Russie sur quatre principes, notamment l'interdiction totale de l'usage des armes chimiques. Concrètement, quelles pistes envisagez-vous pour faire respecter par Damas l'accord de 2013 sur le démantèlement de son arsenal ?

R - Comme le président de la République l'a annoncé, la France fait de l'emploi et de la fabrication d'armes chimiques en Syrie une ligne rouge et n'hésitera pas à procéder à des représailles en cas d'attaque chimique documentée. Nous souhaitons à cet égard la mise en oeuvre complète de la résolution 2118 du conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoit le démantèlement intégral de l'arsenal chimique du régime syrien. L'attaque chimique de Khan Cheikhoun montre que le régime de Damas ne se conforme toujours pas à ses obligations

internationales, comme l'a signalé l'évaluation nationale présentée par la France le 26 juin.

Ce sujet constitue une priorité de notre dialogue avec les Russes ; nous entendons le poursuivre. Nous nous coordonnons aussi étroitement avec les Américains à ce sujet. La France continuera de compter sur les mécanismes existants des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (équipe d'évaluation de la déclaration, mission d'établissement des faits, mécanisme conjoint d'investigation) dans cette perspective.

Le régime international de non-prolifération des armes chimiques, dont la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) qui interdit la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi de telles armes est la pierre angulaire, doit à tout prix être préservé. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la paix et la sécurité internationales.

3 - Mali - Adoption de la résolution 2364 du conseil de sécurité des Nations unies renouvelant le mandat de la MINUSMA (29 juin 2017)

La France se félicite de l'adoption, hier, à l'unanimité, de la résolution 2364 du conseil de sécurité des Nations unies, qui renouvelle le mandat de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Cette résolution confirme le mandat robuste que le conseil de sécurité a confié à la MINUSMA, en soutien du processus de paix. Elle renforce le soutien des casques bleus au redéploiement des forces de défense et de sécurité maliennes ainsi que la coopération entre les Casques bleus, la nouvelle Force conjointe du G5-Sahel et les forces françaises.

La France réaffirme son plein soutien à l'action de la MINUSMA en faveur de la paix et de la stabilisation du Mali et appelle tous les acteurs maliens à accélérer la mise en oeuvre de l'accord de paix.

4 - Liban - Attaques dans des camps de réfugiés (30 juin 2017)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque qui a visé le 30 juin les forces armées libanaises présentes dans les camps de réfugiés à l'est du pays, et qui a coûté la vie à une petite fille et fait plusieurs blessés.

Nous présentons nos condoléances à la famille de la victime et assurons les blessés de notre solidarité.

La France réitère son soutien à la stabilité du Liban, à sa sécurité et aux institutions qui en ont la charge. Elle restera pleinement engagée aux côtés des autorités libanaises dans la lutte contre le terrorisme.

5 - Vietnam - Liberté d'expression

La France est préoccupée par la condamnation de la blogueuse Nguyen Ngoc Nhu Quynh à 10 ans de prison.

Nous appelons le Vietnam à respecter les libertés d'expression et d'opinion, y compris sur internet, qui sont garanties par le pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel le pays est partie.

6 - UNESCO - Réélection de la France au conseil exécutif de la commission océanographique intergouvernementale (29 juin 2017)

La France vient d'être réélue au conseil exécutif de la commission océanographique intergouvernementale (COI).

La COI, organe subsidiaire de l'UNESCO, est la principale enceinte internationale traitant de la question des mers et océans sous ses multiples aspects. Cette réélection témoigne de l'engagement de la France sur ce sujet.

7 - Syrie

Q - L'accès à l'aide humanitaire a également été édicté comme principe du partenariat que Paris veut mettre en place avec Moscou. Selon l'ONU, près de 600.000 personnes restent assiégées en Syrie, que ce soit par le régime, les groupes rebelles ou l'État islamique. Qu'allez-vous faire concrètement et qu'attendez-vous des Russes ?

R - Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin, nous souhaitons que «la Russie puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire». Nous continuons le dialogue avec Moscou sur ce sujet.

Pour la France, l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité dont elle discute avec ses partenaires.

8 - Libye

Q - Pour Paris, le général Haftar fait partie de la solution. De nombreuses sources indépendantes font cependant état du caractère incontrôlable du général et de son ambition de contrôler la Libye. Pensez-vous pouvoir lui imposer la tutelle d'une autorité civile dans le cadre d'une solution politique ?

R - La France oeuvre prioritairement à la relance du processus politique pour parvenir à une solution inclusive sur la base de l'accord de Skhirat.

La France a salué la rencontre entre le Premier ministre Fayyez Sarraj et le général Khalifa Haftar le 2 mai dernier, qui a constitué une première étape positive.

La France soutient pleinement le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, qui prendra prochainement ses fonctions, dans ses efforts pour promouvoir le dialogue entre les parties libyennes, y compris pour construire une armée libyenne unifiée sous l'autorité civile, capable de contrôler son territoire et de lutter contre le terrorisme et les trafics en tous genres.

9 - Égypte

Q - Est-ce que Paris souhaite inclure les droits de l'Homme en Égypte dans l'agenda du prochain conseil d'association UE-Égypte ?

R - L'Égypte est un partenaire important pour la France et l'Union européenne. Nous partageons avec ce pays une relation de confiance.

À ce titre, comme l'a dit le ministre à plusieurs reprises, il aborde la question des droits de l'Homme avec tous ses interlocuteurs de façon concrète et opérationnelle.

10 - Qatar

Q - Le 3 mai la France réaffirmé son engagement en faveur de la liberté de la presse et de la liberté d'expression partout dans le monde. Pensez-vous que la demande des voisins du Qatar de fermer Al-Jazeera correspond à vos attentes en matière de liberté de la presse ?

R - Comme nous l'avons rappelé ces derniers jours, la France considère que les tensions doivent être résolues par le dialogue et la concertation entre les pays arabes du Golfe. Chacun d'entre eux doit faire les gestes nécessaires en ce sens.

Le Koweït poursuit actuellement sa médiation et nous lui réitérons son soutien. M. Jean Yves Le Drian a reçu à cet égard Cheikh Mohammed Abdullah Al Mubarak Al Sabah, ministre des affaires du cabinet de l'État du Koweït et émissaire de l'émir pour cette médiation.

S'agissant de la liberté de la presse, la France est engagée pour la défense de cette liberté partout dans le monde. Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique.

11 - Maroc

Q - Au Maroc, la contestation dans le nord dure depuis maintenant 8 mois et des affrontements violents se multiplient. Des élus de la province d'Al Hoceïma ont dénoncé «l'approche sécuritaire» de l'État et la «répression». Le président de la République avait indiqué lors de son voyage au Maroc «ne pas avoir lieu de craindre une volonté de répression», est-ce toujours le cas ?

R - Le président de la République a eu l'occasion de s'exprimer sur cette situation complexe, à laquelle la France est attentive.

12 - Rwanda

Q - Est-il exact que la présidence de la République a ordonné en 1994, pendant l'opération Turquoise, de réarmer les responsables des massacres de Tutsis au Rwanda ? Les autorités françaises savaient-elles en juin 1994 que 1,3 million de dollars débloqués par la BNP à la demande de la banque centrale française allaient servir à acheter des armes pour le gouvernement rwandais, malgré l'embargo décrété par l'ONU (ce qui est l'objet d'une plainte de trois ONG) ?

R - Nous n'avons aucun commentaire sur ces allégations.

13 - Tchad

Q - Dans une interview accordée à la presse française, le président tchadien Idriss Déby a accusé la France de l'avoir contraint à changer la constitution du Tchad et faire sauter le verrou de limitation des mandats pour se maintenir au pouvoir. Quelle est votre réaction ?

R - Il n'appartient pas à la France d'intervenir dans les procédures de changement de constitution d'autres États souverains.

14 - Immigration

Q - Est-ce que vous soutenez la proposition de l'Italie d'autoriser les navires humanitaires prenant en charge les migrants venus des côtes africaines à s'amarrer dans les ports d'autres pays de l'UE, dont la France ?

R - Les autorités italiennes ont demandé l'aide des États membres dans la gestion de la crise migratoire après les arrivées massives de migrants sur leur territoire.

Les prochaines rencontres qui se dérouleront la semaine prochaine, notamment le conseil

informel «justice et affaires intérieures» à Tallinn, permettront d'élaborer la réponse - qui doit être européenne - aux demandes italiennes./.